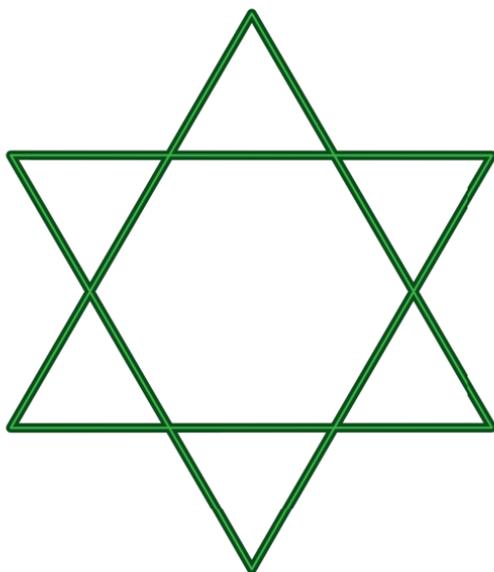


Richard Wagman

La Palestine,
une question juive



Préface de Michel Warschawski



Autres ouvrages du même auteur :

- *Outre de nombreux articles de presse*, Richard Wagman est l'auteur de la *Haggadah de Libération*, parue en 1990.

EXTRAIT

Remerciements

J'aimerais remercier ceux et celles qui m'ont aidé avec la relecture et avec leurs conseils de rédaction, dont Béatrice Orès, Anne-Marie Montebello et ma fille Johanna Wagman. J'aimerais également remercier les peuples palestinien et israélien, car sans leur parcours, ce livre n'aurait jamais vu le jour.

Préface

Par Michel Warschawski. Franco-israélien, M. Warschawski est cofondateur et président du Centre d'Information Alternative dont les bureaux sont situés à Jérusalem-Ouest (Israël) et à Beit Sahour (Cisjordanie occupée). Journaliste, écrivain et dirigeant historique de la gauche extraparlamentaire israélienne, Michel Warschawski est aujourd'hui une des principales figures du mouvement anticolonialiste en Israël qui œuvre pour une paix juste dans la région.

Richard Wagman est d'abord et avant tout un militant, un militant de cette vieille génération pour qui l'engagement politique était un mode de vie. Militant anticapitaliste, antiraciste, anticolonialiste, pour qui le combat ne connaît pas de frontières entre domestique et étranger. « Les pauvres de ta paroisse passent avant » ? Pour Richard, cette phrase est un non-sens, à moins de considérer l'humanité comme sa paroisse. En un mot, qui pour beaucoup est devenu

ringard, Richard Wagman est un internationaliste de conviction et d'action.

Internationaliste ne signifie pourtant pas dénué d'identité. Et l'identité dont se revendique Richard Wagman n'est ni canadienne – même s'il en a gardé l'accent – ni française, même s'il a fait le choix d'adopter la France comme nouvelle patrie, mais juive. Culturelle et pas religieuse, accrochée dans une histoire et pas dans un texte, encore moins dans une essence qui précisément transcenderait l'histoire.

C'est sans doute parce qu'il se revendique de cette identité juive qu'il a été le premier – et pour longtemps un des seuls, à répondre à l'appel de Maxim Ghilan – un autre de ces Juifs sans frontières – à constituer une section française de l'Union Juive Internationale pour la Paix, dont il a été longtemps le président, le trésorier... et un des seuls membres.

La France et sa conception républicaine de la laïcité – à ce point unique que le concept est intraduisible dans une autre langue – n'est pas le terreau idéal pour constituer une organisation « communautaire » de gauche. Alors que dans la Belgique voisine, l'Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB) existe depuis les années 1930 et continue encore aujourd'hui à faire partie à la fois du paysage de la gauche belge et de celui des organisations juives de ce pays, en France, les organisations juives de gauche (communistes ou bundistes) ont petit à petit disparu avec la disparition

du prolétariat juif. En France, on est Français, on est de gauche – on est donc Français de gauche. Toute autre identité est perçue dans les milieux progressistes comme du régionalisme ou du communautarisme (autre concept intraduisible en anglais par exemple), donc réactionnaire ou pour le moins rétrograde.

Je me souviens d'un jour où je me trouvais en France, et des camarades m'avaient demandé d'aider à récolter des signatures de personnalités juives françaises pour un appel contre la guerre au Liban intitulé « Pas en notre nom ». Quelle galère pour obtenir les signatures de mon ami Daniel Bensaid ou encore du professeur Schwartzberg pour qui s'exprimer en tant que Juifs posait problème ! « Je suis Français, je suis militant de gauche, je suis médecin, mais "Juif" ? Ça ne concerne pas le domaine public » m'avait répondu le célèbre cancérologue... pour finalement accepter de rajouter son nom à la liste.

Sans doute, ses origines canadiennes – pays du multi-culturalisme par excellence – sont pour beaucoup dans l'enthousiasme avec lequel Richard Wagman répond présent à l'appel de Maxim Ghilan. Longtemps il est resté quasiment seul dans cette aventure qui avait pris le nom d'Union Juive Française pour la Paix (UJFP). C'est finalement l'Intifada qui va pousser d'autres Juifs de gauche à rejoindre l'UJFP et la transformer en une organisation qui va rapidement avoir pignon sur rue. Au moment où les Juifs communautaires soutenaient incondition-

nellement la politique criminelle des dirigeants israéliens, une « autre voix juive » se devait d'être entendue, et plus encore après la « reconquête » sanglante de 2001 et la campagne cynique des dirigeants communautaires juifs-français visant à identifier critique d'Israël et antisémitisme. Une autre voix juive mais aussi un front judéo-arabe qui puisse casser ce mensonge prémédité. Le besoin ressenti par de nombreux militants arabes de France de montrer que leur combat pour la Palestine n'avait rien à voir avec l'antisémitisme les encourageait à chercher des partenaires juifs dans la lutte pour les droits des Palestiniens. L'UJFP a été une de seules organisations juives à répondre à leur appel.

Paradoxalement, Richard Wagman se trouve alors relativement marginalisé dans cette nouvelle UJFP ou les nombreux – relativement à la taille de cette organisation – nouveaux adhérents n'ont pas vraiment la fibre juive : les célébrations de la Pâque juive alternative chères à Richard ne font pas recette dans une organisation dont la majorité des militants se positionne beaucoup plus sur la question palestinienne que sur l'identité juive. Est-ce un hasard si Richard ne fait pas partie de la célèbre 11^{ème} mission civile en Palestine/Israël qui a scellé l'alliance entre l'UJFP et l'Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF) et déterminé dans une large mesure le cœur du programme d'action de l'UJFP durant la dernière décennie ? Depuis dix ans, en effet,

les militants et militantes de l'UJFP et de l'ATMF manifestent ensemble dans les grands rassemblements nationaux, derrière une banderole commune où l'on peut lire « Juifs et Arabes Unis pour la Justice ». L'UJFP des années 2000 n'est plus l'UJFP que l'on a longtemps identifiée à Richard Wagman, mais nul ne peut lui enlever la paternité de cette importante organisation de la solidarité avec la Palestine.

Le recueil dont ce court texte est une préface n'est pas un livre de l'UJFP ou sur l'UJFP, mais un recueil de textes de Richard Wagman. En tant que tel il est fidèle à son auteur, ses positions, ses sujets d'intérêt et ses terrains d'intervention. Un auteur qui est à la fois au centre de l'action politique en France mais qui aussi, de par ses origines, est capable de dépasser la perception franco-française qui caractérise trop souvent les analyses de la gauche d'un pays qui pourtant se targue d'avoir été le berceau de l'universalisme. Espérons que ce livre stimulera d'autres militants du mouvement de solidarité avec la Palestine, mais aussi des organisations juives de gauche en France à faire leur propre état des lieux, et ce à un moment qui n'est peut être pas celui des offensives triomphales, mais certainement propice à des bilans nécessaires, indispensables.

Michel Warschawski

Introduction

Si vous pensez que ce récit a pour objet l'État d'Israël, vous vous trompez. Et si vous pensez qu'il concerne surtout la Palestine, vous commencez à vous rapprocher de la vérité, mais ce n'est pas encore cela. Il s'agit plutôt d'un livre sur les Juifs.¹ Ces pages sont consacrées non aux Israéliens mais aux Juifs du monde entier, à travers une question qui les hante, comme le communisme a jadis hanté l'Europe, pour citer un célèbre philosophe d'origine juive du 19^{ème} siècle. La question, c'est bien sûr celle de la Palestine. Sachez que les deux tiers de la population juive mondiale ne vivent pas en Israël mais dans d'autres pays d'Asie, d'Europe, d'Amérique et

¹ Comme veut l'usage, lorsque le mot « Juif » est utilisé comme nom – pas comme adjectif – et écrit avec un « J » majuscule, il désigne l'ensemble des personnes de cette communauté, qu'elles soient croyantes ou pas, pratiquantes ou pas. Lorsque le mot « juif » – le nom, pas l'adjectif – et écrit avec un « j » minuscule, il désigne les seules personnes croyantes qui professent la religion juive.

d'Afrique, ainsi qu'en Australie. Puis rappelons que la cause palestinienne n'est pas un sujet de polémique pour les Arabes : le soutien de ces derniers est à peu près acquis. Certes, la Palestine est une question qui se pose avec un peu plus de défis à la communauté internationale dans son ensemble. Mais elle est surtout une question juive, dans la mesure où, à l'heure actuelle, la majorité de Juifs est loin d'être gagnée à la cause palestinienne ; c'est une évidence que de le dire.²

Et pourtant, c'est la question qui hante par excellence la communauté juive,³ provoquant en son sein des sentiments divers. Tantôt des sentiments de rejet, de déni, de refoulement, parfois de honte, de culpabilité. De tels sentiments vont jusqu'à la haine, à la violence. Chez d'autres Juifs la question palestinienne provoque doute, confusion, désarroi, remise en question des certitudes dont ils ont été bercés. Chez d'autres encore, la question palestinienne provoque du regret, une impression de gâchis, la sensation qu'on aurait pu procéder autrement, qu'on

² Et pourtant ce ne fut pas toujours le cas. Pour plus d'information à ce sujet, voir le remarquable ouvrage de Yakov Rabkin, *Au nom de la Torah, une histoire de l'opposition juive au sionisme*, Les presses de l'Université Laval, 2004.

³ Dans cet ouvrage, le terme « communauté juive » est utilisé dans son sens large. Il s'agit donc de l'ensemble des Juifs, croyants ou non, pratiquants ou non, membres d'une organisation juive ou non et pas seulement les structures communautaires formelles qui se veulent représentatives de la population juive.

aurait pu régler ce conflit il y a longtemps déjà. Chez d'autres « Israélites » (on parle ici des personnes d'origine juive et non pas des citoyens de l'État d'Israël), la question palestinienne suscite la compassion, l'empathie, voire la nostalgie, surtout pour la génération de Juifs expatriés originaires de l'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient et qui se souviennent de la coexistence paisible, agréable, douce, qu'ils ont vécue avec leurs voisins musulmans sous les palmiers du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, du Yémen, de l'Irak ou d'autres pays de ce qu'il convient d'appeler, de façon générique, le « Monde Arabe ». Chez d'autres Juifs, la question palestinienne suscite solidarité, fraternité, désir de rapprochement, certains d'entre eux comparant le sort fait aux Palestiniens sous l'occupation israélienne au sort fait à leurs ancêtres dans les ghettos d'Europe. Si beaucoup de ces derniers sont d'une sensibilité politique de gauche, on peut dire de façon plus générale que les minorités et les peuples opprimés se reconnaissent dans la résistance contre l'exclusion, contre le racisme et contre l'oppression. D'où les sentiments de solidarité à l'égard des Palestiniens. Quoi qu'il en soit, dans la communauté juive, la question palestinienne ne laisse personne indifférent.

Pour un grand nombre de Juifs, consciemment ou inconsciemment, la question palestinienne provoque tous ces sentiments à la fois. Au fil des événements, l'état d'esprit de certains Juifs peut basculer du déni à

l'acceptation, du rejet à la fraternité, du doute à la lucidité, de la haine à la compassion, de la violence à la main tendue, de la honte à l'action rédemptrice, ce qui les amène à adopter une prise de position parfaitement assumée, plus en phase avec des valeurs universalistes chères à la tradition juive.

Nous allons explorer en détail ces sentiments contradictoires à travers un examen historique du conflit israélo-palestinien, un examen de la récente évolution de la pensée juive prise dans ce conflit douloureux et, bien entendu, nous allons examiner les moyens de résoudre le différend israélo-palestinien une fois pour toutes. Comme pour beaucoup d'autres conflits qui ont déchiré l'humanité, celui-ci n'est pas une fatalité comme un tremblement de terre ou autre catastrophe naturelle devant laquelle les êtres humains ne peuvent rien. C'est un conflit inutile et à ce titre, il est d'utilité publique de le résoudre. Ce devoir, qui est celui de la communauté internationale, est surtout un devoir de la communauté juive pour les raisons que nous allons explorer.

Quant à la création et à la pérennisation de l'État d'Israël, elle intéresse bon nombre de Juifs. Mais ce n'est pas une question juive. Les questions juives sont celles qui interpellent les membres de cette communauté composée de plus de 15 millions de personnes à travers le monde. En clair, ce sont des questions qui s'adressent à leur conscience, ébranlent

parfois leurs certitudes et leur posent des défis personnels à la lumière de la tradition juive universaliste. Sous cet angle, la création de l'État d'Israël, il y a 66 ans, n'était pas une véritable question juive. Par contre, de nos jours, la perspective de la création d'un véritable État palestinien et le sort de ce peuple est une question juive par excellence.

Il est bien entendu que ce modeste ouvrage peut intéresser les Juifs. Mais pas seulement. Il peut intéresser tous ceux et celles qui veulent mieux comprendre la minorité israélite qui a marqué l'histoire de son empreinte, de l'antiquité jusqu'à nos jours. Et il s'adresse enfin à tous ceux et celles concernés par le conflit israélo-palestinien, pressés de voir se fermer ce chapitre sanglant de l'histoire contemporaine.

Au cours du 20^{ème} siècle, dans l'Orient, s'est créée une entité politique juive souveraine, reconnue comme telle et dotée de tous les attributs d'autonomie administrative. C'était une première depuis les royaumes juifs de l'antiquité. S'agit-il de l'État d'Israël, créé en 1948 ? Non, il s'agit de la Région autonome juive soviétique du Birobidjan, créée en 1934 ! Une bizarrerie de l'histoire, une expérience peu connue et vite oubliée, mais qui vaut la peine d'être examinée pour voir en quoi elle diffère de l'expérience israélienne. On ne peut pas qualifier le Birobidjan de « sioniste », même s'il a été conçu comme une terre

d'accueil pour les Juifs où la langue officielle fut le yiddish. À son apogée il n'y avait que 30 000 Juifs au Birobidjan, « leur » région où, paradoxalement, les Juifs ne furent jamais majoritaires. Toutefois, contrairement à la Palestine, il n'y eut pas de colonisation imposée sur les terres des peuples autochtones, ni de déplacement, ni de dépossession d'autrui, encore moins de conflit armé, pas d'expulsions, pas de lois racistes contre les non-Juifs, pas de « barrière de sécurité », pas de présence militaire juive pour « contrôler » et réprimer les autres, pas de prisonniers politiques, pas un seul mort, ni un seul blessé suite à la création de cette région juive autonome. Ce qui tranche quand même avec le drame du Proche-Orient !

Après la révolution d'octobre en 1917, la « Déclaration des droits des peuples de Russie » proclame « l'égalité et la souveraineté des peuples ». La constitution fédérale rédigée sous Lénine en 1924 garantit un territoire à chaque minorité nationale. L'inconvénient, c'est que les Juifs sont la seule nationalité soviétique qui ne soit majoritaire nulle part sur le territoire de l'URSS. En 1928, un décret désigne le Birobidjan comme contrée allouée aux Juifs, avec la possibilité de créer une « entité administrative territoriale nationale juive ». C'est chose faite par Staline en 1934. Mais contrairement à d'autres minorités vues de Moscou comme « gênantes » – comme par exemple les Tartares de Crimée, qui sont

déportés en Asie centrale – il n'y eut pas de déplacement forcé des populations juives. Le peuplement juif de Birobidjan était basé sur le volontariat.

Quels étaient les vrais motifs du « petit père des peuples » ? Ce n'était sûrement pas un souci de respecter scrupuleusement la constitution soviétique, ni une soudaine judéophilie. L'immigration juive croissante en Palestine pouvait exercer un attrait pour certains Juifs soviétiques, mais à juste titre Moscou considérait ce courant comme un projet colonisateur impérialiste. De plus, le gouvernement soviétique voulait « renforcer » la zone autour du fleuve Amour, située dans une région frontalière et historiquement contestée par la Chine. En même temps, Staline a sans doute voulu faire d'une pierre deux coups, en pensant se « débarrasser » ainsi de « ses » Juifs, ceux des républiques soviétiques européennes (Russie, Ukraine, Biélorussie et celles du Caucase). Car nombre d'entre eux, qui faisaient partie de l'intelligentsia, étaient critiques à l'égard de sa politique répressive. Pendant l'avancée des armées hitlériennes sur le front est au cours de la Seconde guerre mondiale, un nombre important de Juifs soviétiques ont rejoint le maquis ou se sont enrôlés dans l'Armée Rouge, préférant mourir comme combattants plutôt que de périr en déportation. Un grand nombre de Juifs qui n'ont pas pris les armes ont été exterminés par les nazis mais quelques uns se sont

réfugiés au Birobidjan, obtenant ainsi la vie sauve. Après la guerre, la plupart d'entre eux sont revenus dans la partie européenne de l'URSS.

Tout compte fait, l'expérience de cette région autonome juive a été un échec car elle n'a jamais attiré de leur plein gré un grand nombre de Juifs soviétiques. Ce territoire lointain n'était pas leur terre d'origine historique, contrairement aux républiques soviétiques européennes, par exemple. Ils ne s'y retrouvaient tout simplement pas. L'expérience est donc morte de sa belle mort même si, encore aujourd'hui, il y a une petite population juive dans cette zone de la Sibérie. Mais le contraste avec Israël est frappant. Le Birobidjan était peut-être une entité politique juive autonome mais en aucun cas « sioniste » au vu des critères qui caractérisent l'État d'Israël et des conflits qui en découlent.

Quant à la déchirante histoire israélo-palestinienne, voyons ensemble le développement de ce conflit. Sans être la guerre de 100 ans, il date néanmoins d'un peu plus d'un siècle.

Une idée du conflit, un conflit d'idées

Années 1880 : Des pogroms⁴ antisémites ensanglantent les ghettos et shtetls⁵ dans la Russie tsariste et les territoires qu'elle contrôle en Europe de l'Est. Une résurgence de l'antisémitisme séculaire s'étend à l'Europe centrale.

1894 : Un journaliste juif d'origine autrichienne, Théodore Hertzl, correspondant en France, assiste hébété à l'éclatement de l'affaire Dreyfus. Il conclut que si les Juifs ne sont pas en sécurité au « pays des Droits de l'Homme », ils ne le sont nulle part.

1897 : Le 1^{er} congrès sioniste se tient à Bâle, en Suisse, avec la participation de son inspirateur, Hertzl. Ce congrès privilégie le choix de la Palestine comme lieu de réalisation son projet national, la création d'un État juif.

⁴ Pogrom : mot russe qui désigne des massacres de Juifs.

⁵ Shtetls : villages et bourgades juifs en Europe Orientale.

1899 : Hertzl écrit son livre *L'État des Juifs*, qui constitue la base théorique du sionisme. À l'époque, les sionistes étaient ultra-minoritaires dans la communauté juive, rejetés par tout le monde, des rabbins aux animateurs laïques de la culture yiddish. En comparaison, le Bund (Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie) était une organisation de masse. Il avait rallié une partie importante des ouvriers ashkénazes⁶ dans un puissant mouvement syndical, sur un programme d'émancipation sociale et d'autonomie culturelle. Le Bund était clairement antisioniste.

1905 : La « troisième aliya » (immigration juive en Palestine dans le cadre du projet sioniste) progresse au compte-gouttes, mais provoque déjà quelques escarmouches entre les nouveaux immigrants provenant d'Europe et les Arabes autochtones.

1907 : Ber Borochov, Juif russe originaire d'Ukraine, crée le mouvement Poale Zion (« Sion des prolétaires »), qui a pour objectif de promouvoir la création d'une entité en Palestine afin de permettre à la classe ouvrière juive de se développer normalement, ce qui lui est interdit dans l'Empire tsariste. Une fois la lutte de classes menée à terme, le prolétariat juif émancipé pourrait prendre le pouvoir et édifier un État socialiste. Borochov s'est distingué du Bund, des

⁶ Ashkénaze : mot qui signifie littéralement « Juif allemand », il désigne les Juifs originaires d'Europe Centrale et de l'Europe de l'Est.